

Pau, le 31 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0263

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-28 et R.415-7 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant la création d'un parking longue durée au sud de l'avenue Gaston Lacoste dans le cadre de l'aménagement du pôle d'échange multimodal ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation dans le parking longue durée de la gare ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Le passage de tous les véhicules ayant une hauteur, chargement compris, supérieure à 1,90 mètres sous le gabarit de hauteur du parking longue durée de la gare est interdit.

ARTICLE 2 – Des sens unique de circulation sont instaurés dans le parking longue durée de la gare, selon les dispositions suivantes :

- sur la voie d'entrée, dans le sens est-ouest ;
- sur la voie de sortie, dans le sens sud-nord ;
- sur les voies intérieures, dans le sens ouest-est et dans le sens nord-sud.

ARTICLE 3 – Les conducteurs circulant sur la voie de sortie du parking longue durée de la gare doivent céder le passage aux véhicules roulant sur le pont Lalanne et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 4 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 5 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 – Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

12 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON-LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire